

CIBLE

Dix ans !

La crise de la dette est « un chemin qui demande beaucoup d'efforts [et] il est certain qu'il va falloir une décennie pour que nous soyons à nouveau dans une meilleure position ».

Qui dit cela ? La chancelière allemande, au lendemain du sommet cannois du G 20. Madame Merkel parle pour toute l'Europe, en patronne. Elle veut que ses nations soient soumises à une discipline de fer et que les manquements à la règle imbécile de l'équilibre budgétaire soient punis. Avec le soutien inconditionnel de Nicolas Sarkozy, elle prépare une réforme du traité de Lisbonne qui établira, pour les États nationaux, une souveraineté limitée.

La chancelière allemande a l'esprit trop embrumé d'idéologie et de fantasmes pour comprendre que la déflation est désastreuse à tous égards : elle alourdit les dettes, elle ruine l'économie, elle détruit la société. Ses supplétifs en Europe, parmi lesquels des Français de droite et de gauche, sont à ce point aveuglés par le verbiage allemand qu'ils ne voient pas la tragédie vécue par le peuple grec. Ils s'exposent à des insurrections populaires qui les balaieront, pour le meilleur ou pour le pire.

Numéro



Impérialisme

**Résister
à la Chine**

p. 6-7

Fidélités

**Notre souci
politique**

p. 16

Interdiction de fouiller dans les poubelles !

M. le Maire de Nogent-sur-Marne a publié le 16 septembre dernier un arrêté dont l'article 1^{er} s'énonce : « Afin de préserver la santé publique, il est interdit de fouiller dans les poubelles et containers déposés sur la voie publique pour la collecte des déchets ou d'objets de recyclage. »

Devant la levée de boucliers de son opposition, l'accusant de manquer de respect aux pauvres et d'attenter au droit de glanage inscrit au Code Napoléon, il s'explique avec candeur : « *La fouille dans les poubelles constitue la première étape d'un processus de dégradation de l'espace public. En outre, se nourrir dans les poubelles met en cause sa santé personnelle. J'ai pris cet arrêté de salubrité et d'hygiène publique pour permettre à la police d'intervenir, de prendre l'identité des personnes et de leur présenter les différentes solutions qui existent dans la ville pour les aider.* »

M. le Maire de Nogent-sur-Marne veut une ville propre et des habitants en bonne santé - tous, même les plus pauvres - et souhaite que les citoyens dans le besoin recourent aux services sociaux de la commune... M. le Maire parle d'or et c'est un méchant procès politique qu'on lui fait,

sauf à nous l'intenter à tous après l'avoir relu attentivement.

Fouiller dans les poubelles est subversif. C'est porter atteinte à l'irréversibilité du cycle qui gouverne le métabolisme social. Enfreindre la loi qui veut que les denrées non consommées tombent catégoriquement - même si c'est temporaire en cas de recyclage - dans la classe des déchets. Chose que les marxistes ont théorisé mieux que tout en vouant leurs ennemis aux poubelles de l'histoire... Rien ni personne ne doit revenir de la poubelle car cela « dégrade l'espace public », dit M. le Maire. Lazare est en infraction.

Évidence naturelle pour ceux qui ont les moyens de consommer hardiment, même si le traitement des déchets pèse de plus en plus sur leur budget : après tout, l'ultime digestion des ordures est encore un acte de consommation. Mais le pauvre, privé des biens et denrées nécessaires à sa survie, pour le peu

qu'il en acquiert, ne sous-produit guère. Encore ses déjections sont-elles exsangues, faméliques, sans matière à récupération. Et cependant le pauvre doit bien, à sa manière, se brancher sur le réseau, et le fait de deux manières :

- le *glanage*, droit ancestral dès le Moyen Âge : après la récolte, les indigents grappillent les restes non ramassés dans les champs et nul ne peut le leur interdire. Cette pratique introduit une faille dans le droit de propriété : nul n'est **absolument** maître de son bien, ne peut se prévaloir d'une appropriation **totalitaire** : la part du pauvre a force de loi. D'où son avatar actuel, la collecte en fin de marché des invendus devenus **non-marchands**, déchets transitoires qui n'en auront le statut qu'une fois déversés dans la poubelle. Entre-temps, profitant de cette *trêve de Dieu*, le pauvre en ramasse, d'autant plus proprement que le maire de Nogent aura donné consigne de les laisser en cagettes...

- si rien n'est à glaner, le pauvre n'a plus de recours que de *fouiller les poubelles* et subvertir ainsi le cycle sacrosaint de la consommation. Alors, certes, il est punissable. À Nogent, 38 euros d'amende, 1^{ère} catégorie. Un bon avocat pourrait plaider que les pauvres contribuent à résorber la masse de déchets, assument bénévolement une part du processus de traitement et allègent ainsi le budget municipal. Certes, quand la fonction occupe tout un quartier d'une ville comme Le Caire ou chez nous, sous les formes inventées par l'abbé Pierre, il a une valeur économique reconnue.

Mais même et surtout dans ce cas, l'arrêté de M. le Maire de Nogent force à décider si pauvres et déchets ne sont pas finalement justiciables du même traitement. Pris dans la même entropie, voués à la même décharge du corps social, ils ont cessé de nous servir, n'excitent plus notre appétit. Qu'on les jette ! Ou si on les recycle, que ce soit transformés, méconnaissables : qu'on ne puisse se douter qu'ils sont passés par là.

M. le Maire est un grand pédagogue. Il enseigne qu'il est radicalement impossible de respecter ceux que notre commun credo politique, économique, philosophique, a radicalement exclus. Quitte à finir lui-même, et nous... à la poubelle.

Luc de GOUSTINE

📖 Ce qui ne doit pas nous empêcher de signer : http://www.petitions24.net/les_nogentais_disent_non_a_larrete_anti-pauvres_oui_au_respect

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEYER

SOMMAIRE : p.2 : Interdiction de fouiller dans les poubelles - p.3 : Violence des oligarques - p.4 : Primaires citoyennes, primaires nationales - p.5 : Théorie royaliste des relations internationales ? - p.6/7 : Résister à la Chine - p.8 : Gracieusetés - p.9 : Impossible bilan - p.10/11 : Campagnes et engagements - p.12/13 : Analyses et anticipations - p.14 : Arnaud et Michel - p.15 : Bribes d'Histoire - p.16 : Action royaliste - p.16 : Editorial : Notre souci politique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La violence des oligarques

Consulter le peuple par référendum ? L'initiative prise par Georges Papandréou a fait scandale chez les oligarques et leurs chiens de garde qui, sous le coup de la colère, ont laissé échapper de formidables aveux.

Un référendum sur le plan de rigueur appliqué à la Grèce ? La décision du Premier ministre grec était incontestablement démocratique et c'est pourtant cette volonté de consulter le peuple qui a fait scandale à Paris, à Berlin et dans les chambres d'échos médiatiques de la chancellerie allemande et de l'Élysée. Au fil des déclarations et des commentaires, nous avons vu surgir toute la violence de l'oligarchie, d'ordinaire noyée dans le sirop de la gouvernance.

Commençons par un comparse. Pour Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture, « Le Premier ministre grec a ouvert une boîte de Pandore qui est dangereuse pour son peuple, dangereuse pour la Grèce et dangereuse pour l'ensemble de la zone euro ». Selon la mythologie grecque, la boîte ouverte par Pandore contenait tous les maux de l'humanité : la Maladie, la Guerre, la Famine, la Misère, la Folie... Que des urnes soient présentées au peuple, et tous les malheurs en surgissent ? Bruno Le Maire est un maurassien qui s'ignore, à moins qu'il ne comprenne pas le sens de ses métaphores. Mais ce ministre n'est que la voix de son maître, Jupiter tonnant à l'Élysée. Consterné, selon la presse, Nicolas Sarkozy a fait savoir que le projet de Georges Papandréou était irrationnel

et de leur point de vue dangereux.

Tel est bien l'avis de Jean Quatremer, dévot de l'Europe fédérale qui officie à Libération : « Le référendum n'a effectivement guère de sens, les Grecs ayant le choix entre la peste et le choléra. S'ils refusent le plan européen, cela ne peut signifier que la faillite ». Plusieurs de ses confrères, sur BFM TV par exemple, affirmeront que la question de l'euro est trop complexe pour faire l'objet d'un référendum - ce qui signifie que les Grecs ne sont pas seulement des voleurs, comme on le répète depuis deux ans, mais des imbéciles. Le coup du mépris est banal - les nonistes de 2005 étaient traités comme des débiles - mais c'est l'aveu qui est intéressant : les Grecs auraient donc à choisir entre deux façons de souffrir ! C'est reconnaître que le plan de rigueur est une calamité... Mais ce plan arrange Paris et Berlin, donc il faut maintenir le peuple grec sous tutelle.

Il reste que les chefs oligarques étaient bien embêtés. Mais l'Agence Chine nouvelle a génialement indiqué la juste voie : « Les leaders européens devraient essayer de rétablir la confiance dans le plan de sauvetage soit en persuadant les dirigeants grecs d'abandonner l'idée du référendum - même si cela semble désormais infaisable - soit en les aidant à trouver une meilleure

solution à leurs difficultés politiques ». L'agence du régime communiste chinois s'y connaît en répression des menées démocratiques et son conseil intéressé a été suivi par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

Convoqué au sommet du G 20 à Cannes, Georges Papandréou a été soumis à des pressions et chantages inouïs : on a vu Nicolas Sarkozy dicter la question à poser au référendum, afin que les Grecs, appelés à se prononcer sur la sortie de l'euro et non sur le plan de soutien, hésitent à franchir le pas ; on a assisté à un chantage au soutien financier assorti d'une campagne médiatique de dénigrement de la Grèce et des Grecs, leur Premier ministre étant accusé de **déloyauté** alors que celui-ci a été élu démocratiquement et doit rendre des comptes au peuple souverain - non aux gardiens autoproclamés de la zone euro.

Les gardes-chiourme (1) ont eu gain de cause du moins en apparence : le référendum n'aura pas lieu et Nicolas Sarkozy a salué un retour à la raison avant de clamer que **nous avons besoin de la solidarité et du leadership américain**. On mendie auprès des Chinois, on se soumet à la discipline allemande, on se courbe devant les Américains et on se fait flouer par le Premier ministre grec... Pour la France, quel bilan !

Annette DELRANCK

(1) Voir l'excellente chronique de Daniel Schneidermann : le 9 - 15 du 3 novembre 2011.

L'écho des blogs

La démocratie à l'épreuve de l'euro ?

Dans un entretien au Figaro du 28 octobre (1) Hubert Védrine nous prévenait « Il y a une tentation post-démocratique en Europe. » On se trouve selon lui « à l'extrême point de rupture entre le vote du citoyen de base et ce qui se décide en son nom. » Quelques jours plus tard, à l'annonce d'un possible référendum en Grèce, c'est un déferlement d'attaques contre le recours au vote populaire.

Ainsi Renaud Dehousse, directeur du Centre d'études européennes de Sciences Po, sur le blog Telos (2) argumente « Pourquoi, depuis le début, l'Union européenne peine-t-elle à répondre à la crise qui l'affecte ? » et de répondre « La réponse tient à la façon dont elle est gouvernée. » Et il dénonce le fait que « Mme Merkel ait dû demander le feu vert du Bundestag pour satisfaire aux exigences de la Cour constitutionnelle allemande » ou bien que « David Cameron ait été désavoué par 81 parlementaires conservateurs, qui ont réclamé l'organisation d'un référendum ». Il questionne « Imagine-t-on ce que serait le fonctionnement de l'Europe si chacun des acteurs était soumis à des exigences constitutionnelles ou politiques du même ordre ? » Tout est dit !

Bernard Cassen sur le blog Mémoires des luttes (3) titre « Europe : la rupture doit d'abord être nationale » Il explique comment la gauche qui « est très mal à l'aise avec la question nationale », s'est fourvoyée et a trahi les classes populaires « depuis sa conversion au néolibéralisme, dans les années 1980, la social-démocratie a fait du mirage européen un alibi à son renoncement à toute transformation sociale nationale en profondeur ».

Nous savons que démocratie et nation sont consubstantielles. À l'épreuve de la démocratie l'imposture fédéraliste de l'euro ne saurait se maintenir très longtemps.

C'est tout l'enjeu des luttes en cours.

François ENNAT

(1) <http://www.lefigaro.fr/politique/2011/10/28/01002-20111028ARTFIG00559-hubert-vedrine-hostile-au-federalisme.php>

(2) <http://www.telos-eu.com/fr/article/referendum-grec-une-irresponsabilite-choquante>

(3) <http://www.medelu.org/Europe-la-rupture-doit-d-abord>

Des primaires citoyennes aux primaires nationales ?

Alors que des voix - comme celle d'Arnaud Montebourg - se font entendre pour instaurer une VI^e République, les royalistes prônent pour la France une monarchie parlementaire.

Cependant, il est permis d'affirmer que si la V^e République, devenue plus participative, allait au bout de sa logique originelle, bien qu'elle s'en soit détournée par le quinquennat et la prééminence calendaire de l'élection présidentielle sur les élections législatives, comme l'ont initié Lionel Jospin et Jacques Chirac sur des faux prétextes dits de *modernité*, la VI^e République n'aurait aucune utilité.

En effet, la V^e République a toutes les caractéristiques du système anglais revendiqué par les tenants de la VI^e République, à savoir celles d'un régime parlementaire, à une exception majeure, le chef de l'État est élu, contrairement au Roi ou à la Reine qui de fait est constitutionnellement indépendant des partis politiques.

Les caractéristiques du régime parlementaire sont à titre principal : la responsabilité politique du gouvernement devant la chambre basse, à savoir l'Assemblée nationale (article 20 de notre Constitution), et l'irresponsabilité constitutionnelle, donc politique du chef de l'État, à savoir le président de la République.

Le principe fondateur de la V^e République repose sur le fait que l'élection présidentielle n'est pas l'affaire des partis politiques mais des

Français eux-mêmes, et de manière directe, avec celui qui, de par les prérogatives que lui confère la Constitution, deviendra essentiellement le garant et l'arbitre du système institutionnel. En effet, le chef de l'État ne peut être juge et parti pour cette fonction, et par conséquent, est nécessairement politiquement irresponsable.

UN VIOL PERMANENT

Le chef de l'État n'a donc pas vocation à être le chef du gouvernement en lieu et place du Premier ministre, à moins de violer en permanence la Constitution, ce qui est un comble pour celui qui est censé en être le garant.

Ce qui pose donc problème, n'est pas tant la Constitution elle-même, qui demeure un régime parlementaire, mais la manière dont elle est ou non respectée par le chef de l'État et le mode de désignation de celui-ci, à travers les écuries présidentielles que sont devenus les partis politiques.

Il est donc temps de s'interroger sur le succès réel remporté par les primaires citoyennes, dans la volonté d'une partie des Français de désigner eux-mêmes les candidats qu'ils souhaiteraient voir concourir à la magistrature suprême, non pas pour se substituer au rôle du Premier ministre pour la mise en

œuvre d'un programme politique de parti, mais pour assurer les fonctions que lui attribue la Constitution de la V^e République, en tant que garant, arbitre et représentant de tous les Français au-dessus des partis politiques.

À cette fin, les primaires citoyennes auraient vocation à devenir des primaires nationales, où chaque candidat potentiel ayant requis le nombre de signatures nécessaire pour sa candidature, libéré de la tutelle des partis politiques quels qu'ils soient, viendrait exposer de manière indépendante, face aux Français, sa vision de la France et sa manière de conduire les affaires de l'État, quelle que soit la future majorité gouvernementale.

SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

Une date limite officielle de dépôt des candidatures à l'élection présidentielle et une date de début de campagne seraient fixées à l'avance, de sorte que tous les candidats soient sur un pied d'égalité.

La liste officielle établie, ils se présenteraient ainsi, à égalité de moyens alloués par l'État pour la durée de leur campagne et à égalité de traitement dans le temps médiatique, afin que leur logistique et leurs besoins financiers ne soient pas dépendants d'une quelconque structure

(partis ou autres financeurs privés notamment).

L'organisation des débats se ferait certes entre un nombre plus élevé de candidats, que lors de ces primaires citoyennes, mais le débat ne portant pas sur des aspects purement techniques de politique gouvernementale qui ne relèvent pas précisément des attributions du chef de l'État, ceux-ci pourraient tout à fait se dérouler sur des durées similaires.

De la même façon, les bureaux de vote se prêteraient à ces primaires nationales sous la surveillance des représentants respectifs des candidats. Les Français seraient appelés à désigner plusieurs candidats de leur choix sans ordre de préférence pour un nombre qui pourrait être fixé à un tiers du nombre des candidats (ex : 5 noms possibles pour 15 candidats, etc.).

L'on pourrait alors retenir les candidats ayant obtenu de manière cumulée le plus grand nombre de voix représentant par exemple 80 % des voix exprimées, de sorte que les 20 % restant seraient formés des candidats ayant obtenu de faible pourcentage.

Un premier tour viendrait départager ces candidats selon les mêmes dispositions que pour les primaires, de sorte qu'il n'en reste que deux ou un seul en cas de majorité absolue des voix, et l'on procéderait alors si besoin au second tour, de la même manière.

À DÉFAUT DE ROI !

Ceci se passerait sans que les partis soient autorisés à intervenir dans le déroulement de l'élection, ayant eux-mêmes à préparer les élections législatives. Le vainqueur, devenu chef de l'État aurait la légitimité suffisante pour rassembler ainsi le peuple français et pas seulement le Parti socialiste ou tel autre parti, mais pour un temps seulement, à défaut de Roi.

Denis CRIBIER

Une théorie royaliste des relations internationales ?

La réponse est négative. Pour autant on pourrait inférer de ces chroniques publiées dans *Royaliste*, au nombre de quelque 800 sur une trentaine d'années, une ligne assez sûre, sur la base de l'expérience, pour l'intelligence et l'action.

Dans un petit opusculé intitulé *Monarchie et Politique étrangère* (1), paru en 1985, j'avais essayé, après quelques années d'exercice, de dégager une sorte d'*esprit général* de la politique étrangère de la monarchie française à travers les époques : une puissance d'agir accordée au temps contemporain, c'est-à-dire réaliste, hors des sympathies et antipathies. Mais avec néanmoins deux principes stratégiques que je résumerai aujourd'hui : la succession et la conscience.

Succession, car un roi ne travaille pas que pour soi, il s'inscrit dans une lignée temporelle, surtout en vue de l'avenir ; **conscience**, en revanche, car sa position confinerait à l'égoïsme s'il ne relevait d'une transcendance (qu'elle soit d'une tradition religieuse spécifique ou même laïque) ; les deux, dans un rapport dialectique, étant constitutifs de la légitimité d'un ordre souverain. Je théorise là où je tentai de synthétiser mille ans d'histoire.

Or nous sommes en république. Dans *Kiel et Tanger*, chronique fondatrice (1898-1905), Maurras avait bien situé le point faible d'un pouvoir républicain qui s'efforce à une politique extérieure monarchique sans les moyens de la monarchie. De Gaulle pensait y avoir remédié grâce à la Constitution de la V^e République. Il a fondé un consensus politique durable sur la diplomatie française, non encore invalidé après cinquante ans, la liquidation de l'empire communiste, les indépendances

africaines et les printemps arabes.

La tâche du chroniqueur de *Royaliste* était donc relativement plus aisée que celle de ses prédécesseurs dont l'incomparable Jacques Bainville confronté à l'échec qu'il avait prévu et décrit du calamiteux traité de Versailles (2). Après le jeu des empires, depuis Yalta, suivi au plus près par Pierre Boutang dans ses *politiques de la Nation française*, la nouvelle donne entamée depuis 1990 a constitué un défi pour l'analyste royaliste : certes il pouvait se délecter du retour à l'histoire longue, mais il lui était délicat d'ordonner les faits à la façon dont Albert Sorel dans son monumental *L'Europe et la révolution française*, conciliait avec un siècle de recul les traditions de l'Ancien régime et les nouveaux principes d'organisation des peuples.

La méthode suivie ici se sépare des supposées lois de la géopolitique, conservatrice jusqu'au fixisme du *choc des civilisations* de Huntington. Elle s'inspire plutôt de la dynamique de l'histoire suivant François Furet qui a ouvert la voie pour *penser la révolution* afin de la passer. La monarchie n'a-t-elle pas osé le renversement des alliances et la guerre d'Amérique, qui, en partie, lui ont coûté la vie ?

La république, surprise par le mouvement, balance jusqu'à présent entre la sainte alliance et le pouvoir de la rue. Elle fait des coups, aux Balkans, en Afghanistan, en Libye. Mais cela ne fait pas une politique. Encore une fois, il ne s'agit pas

de rêver le monde, activité tout à fait intéressante par ailleurs, mais d'y survivre et de tenter d'y rayonner par un message particulier, associé, du fait de l'histoire, à travers le monde, à une certaine idée de la France.

« La France dit le droit », a-t-on parfois coutume d'entendre, sans que l'on veuille par là vouloir donner des leçons. Cette tradition juridique est plus profonde que la seule rhétorique des *droits de l'homme*. Elle se rattache par exemple à René Cassin et à Jacques Maritain qui ont tous deux contribué à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Au sens royaliste en effet, le message n'est pas personnel, mais institutionnel, au sens de la tradition légiste des lois fondamentales du royaume.

Les traditions ou l'esprit monarchique dans les institutions de la République sont transversales à la séparation des pouvoirs : elles sont présentes dans l'exécutif, sa diplomatie, son armée, mais aussi dans le parlementaire et le judiciaire (démarche suivie par « la monarchie dans l'esprit de la V^e République »). Ou comment une chronique diplomatique conduit à une réforme des institutions et conclut à la monarchie.

Yves LA MARCK

❏ (1) Yves La Marck – « *Monarchie et politique étrangère* », préface de Régis Debray, éd. Royaliste, prix franco : 15 €.

➔ [Achat immédiat](#)

❏ (2) Dominique Decherf – « *Bainville, l'intelligence de l'histoire* », biographie, Bartillat, 2000, prix franco : 23 €.

➔ [Achat immédiat](#)

❏ (3) Dominique Decherf – « *L'institution de la monarchie dans l'esprit de la V^e République* », thèse de doctorat, LGDJ, 1979, épuisé.

BRÈVES

♦ **GRANDE BRETAGNE** – C'est à Perth, en Australie, que se tenait la 21^e réunion des cinquante-quatre chefs d'État du Commonwealth, sous la présidence de la reine Elizabeth d'Angleterre. Au cours de cette réunion les seize pays membres dont la reine est le chef de l'État se sont mis d'accord sur le principe d'un changement des règles de succession au trône. Ces changements portent essentiellement sur deux points. « Nous allons mettre fin à la primauté masculine de manière à ce que l'ordre de succession soit déterminé simplement par l'ordre de naissance », a déclaré le Premier ministre britannique David Cameron, et également : « Nous avons décidé d'effacer la règle qui dit que celui qui épouse un catholique ne peut pas devenir monarque ». Avant de devenir effectives ces réformes – qui impliquent des modifications constitutionnelles – doivent encore être adoptées dans les seize pays concernés.

♦ **AFRIQUE DU SUD** – En visite en Afrique du Sud, le prince Charles d'Angleterre et le roi zoulou Goodwill Zwelithini se sont rendus sur le site où se déroula la dernière bataille de la guerre de 1879, qui vit la victoire des Britanniques et signa la fin de l'indépendance du royaume zoulou. « Notre relation n'a jamais été sans problème, mais elle a toujours été fondée sur une grande admiration et un profond respect » a déclaré le prince Charles. « Notre rencontre aujourd'hui marque un nouveau départ dans notre collaboration, fondée sur le respect mutuel et la coopération » a, pour sa part, déclaré le roi des Zoulous.

♦ **CAMBODGE** – Des dizaines de milliers de Cambodgiens ont défilé dans les rues de Phnom Penh, agitant drapeaux et portraits, pour célébrer le vingtième anniversaire du retour d'exil de leur ancien roi Norodom Sihanouk, aujourd'hui âgé de 89 ans. A cette occasion le roi-père a promis de rester désormais dans le pays malgré ses problèmes de santé. Jusqu'à présent il faisait de longs séjours en Chine où il est régulièrement suivi sur le plan médical depuis des années. « Nous avons décidé de ne plus quitter le pays, mais de rester avec nos compatriotes au Cambodge pour toujours » a-t-il déclaré indiquant qu'il allait demander à la Chine d'envoyer des médecins pour s'occuper de lui.

♦ **ROUMANIE** – Invité à s'exprimer devant le Parlement à l'occasion de son 90^e anniversaire (voir *Royaliste* 996 et 997) le roi Michel de Roumanie a notamment déclaré : « Les institutions démocratiques ne sont pas gouvernées uniquement par des lois, mais aussi par l'éthique et le sens du devoir. L'amour du pays et la compétence sont les critères principaux pour pratiquer la vie politique. [...] Il est en notre pouvoir de bâtir une Nation stable, prospère et admirée dans le monde. Je ne vois pas la Roumanie d'aujourd'hui comme un héritage de nos parents, mais comme un pays que nous avons emprunté à nos enfants ».

Résister à la Chine

Deux économistes ont récemment publié un livre important sur la Chine. ⁽¹⁾ Antoine Brunet, a été économiste en chef au Crédit lyonnais puis à la banque HSBC avant de fonder *AB Marchés*, société d'analyse de la conjoncture et des marchés. Jean-Paul Guichard, professeur à l'université de Nice Sophia-Antipolis, est titulaire d'une chaire Jean Monnet de l'Union européenne. Tous deux exposent la stratégie des dirigeants chinois, montrent l'étendue de leurs conquêtes et nous pressent d'y résister.

La crise qui a commencé en 2007 aux États-Unis s'aggrave car les dirigeants des États-Unis et de l'Union européenne ne veulent pas voir que sa cause première est le libre-échange. Tous adhérent à l'idéologie du laisser-faire qui a déjà profondément bouleversé les rapports de force sur le marché mondialisé. Alors que beaucoup à gauche s'obstinent à présenter la Chine comme un pays du tiers-monde, pauvre et méritant, il est chaque année plus évident que nous sommes confrontés à un impérialisme chinois, implacable à l'égard des peuples qu'il oppresse et qui déploie à l'égard du reste du monde une agressivité monétaire et commerciale qui provoque de considérables dégâts.

Dans le livre qu'ils consacrent aux ambitions chinoises, Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard montrent par quels moyens la Chine met en œuvre sa stratégie :

Le taux de change est son maître atout : à partir de 1989, la Chine a procédé à des dévaluations successives (de 50 % au total) qui stimulent massivement ses exportations et qui lui assurent un coût salarial 80 fois inférieur à celui des États-Unis - alors que le coût salarial dans les pays dits émergents est 40 fois inférieur. De plus, les dirigeants chinois ont tiré la leçon de l'expérience malheureuse faite par le Japon, qui fut contraint de renoncer au contrôle des changes en 1980 sous la pression américaine et qui fut entraîné vers une crise bancaire et financière dont le pays n'est toujours pas sorti. La Chine, quant à elle, maintient le strict contrôle des changes mis en place en 1949, assorti de lourdes sanctions pour les contrevenants.

La **main d'œuvre** chinoise constitue la fameuse **armée de réserve** massive, sous-payée et très surveillée. Cette masse corvéable assure la rentabilité maximale des investissements

directs américains et européens en Chine.

La dictature exercée par le Parti communiste permet d'imposer à tous les acteurs économiques une stratégie cohérente, d'autant plus efficace qu'elle est mise en œuvre sur un marché ouvert et grâce à des groupes de pression complices, quoique *bourgeois*, aux États-Unis et dans l'Union européenne.

Ce n'est pas le mécanisme spontané du marché qui explique les succès chinois, mais les décisions politiques prises par un pouvoir qui dispose de tous les leviers de commande et qui réprime violemment la population exploitée.

Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard donnent un tableau précis de la puissance chinoise qui est :

La première puissance commerciale du monde. En 2009, ses exportations ont dépassé pour la première fois celles de l'Allemagne et dis-

tançant largement celles des États-Unis et du Japon. L'excédent commercial chinois est le plus élevé du monde : officiellement 250 milliards de dollars par an, probablement 600 milliards de dollars selon les calculs effectués hors de Chine.

La première puissance financière du monde : ses réserves de change totales sont estimées à 4 000 milliards de dollars - officiellement 2 900 milliards *seulement* - soit 30 à 40 % des réserves de change mondiales. Point important : fin avril 2010, la Chine détenait 850 ou 900 milliards de dollars d'obligations de l'État américain et 630 milliards d'obligations d'États de la zone euro.

Une puissance économique égale à celle des États-Unis : le produit intérieur brut réel chinois représenterait, comme le PIB américain, 20 % du PIB mondial.

Une grande puissance technologique qui démontre à quel point ceux qui vouaient la Chine à la sous-traitance et aux produits bas de gamme ont pu se tromper : la Chine exporte des ordinateurs et des trains à grande vitesse, et bientôt des avions et des centrales nucléaires.

Une grande puissance militaire, la troisième pour le

nombre de missiles nucléaires après les États-Unis et la Russie, la deuxième pour le nombre de sous-marins nucléaires, devant la Russie. (2)

Cette puissance accumulée permet à la Chine de mener une politique extérieure conquérante : elle a établi en 2010 une relation privilégiée avec l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) et elle est la partenaire de la Russie dans l'Organisation de Coopération de Shanghai à laquelle participent quatre républiques d'Asie centrale. Par ailleurs, la Chine investit massivement sur le continent africain et elle est en mesure de marquer des points décisifs en Europe depuis que le sommet européen du 26 octobre 2011 a décidé de solliciter l'aide financière de Pékin.

Nous sommes bien en présence d'un **nouvel impérialisme**, qui est en pleine phase offensive. Le déploiement de cet impérialisme, pour le moment pacifique, provoque une déstabilisation de l'Europe et des États-Unis d'autant plus violente que les oligarchies occidentales restent passives - quant elles ne sont pas activement complices. Les démonstrations d'Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard sont à cet égard indiscutables. Mais c'est à tort, selon moi, qu'ils présentent la Chine comme un pays totalitaire, agissant à la manière d'un rouleau compresseur. Comme à la grande époque des impérialismes américain et soviétique, il me paraît nécessaire de souligner les points faibles et les contradictions de l'adversaire :

Le pouvoir politique chinois impressionne par sa cohésion apparente mais il n'est plus totalitaire : manquent la religiosité séculière et le guide absolument génial qui permettent la mobilisation totale du peuple et la liquidation physique des déviants. Reste une dictature appuyée sur le parti unique, l'armée et la police : de quoi assurer la surveillance

des dissidents et leur emprisonnement, qui suscitent des protestations beaucoup trop faibles. Mais la terreur a été remplacée par un pacte entre le pouvoir politique, les classes moyennes qui bénéficient de la croissance économique (250 millions de Chinois environ, sur 1,3 milliards) et les populations qui adhèrent au nationalisme revanchard qui a remplacé l'idéologie maoïste.

L'affaiblissement du pouvoir central chinois permet d'envisager une mise en échec de ses dirigeants, guettés comme tous les dictateurs par une volonté de toute puissance qui se heurte un jour où l'autre à des obstacles imprévus ou trop longtemps négligés. La lutte du peuple tibétain et la résistance du peuple ouïghour font peser une menace sérieuse sur l'unité de la Chine. Les révoltes sociales, très nombreuses, peuvent contribuer à la déstabilisation de la dictature qui, plus largement, se heurte ou se heurtera au désir universel de liberté. La faiblesse de la Chine tient aussi à sa démographie : la politique de l'enfant unique, avantageuse à court terme, va exposer la Chine à de très sérieuses difficultés car, dans vingt ans, on comptera un actif pour un inactif. (3)

Bien entendu, nous ne saurions attendre que le colosse s'effondre. C'est dès à présent qu'il faut agir pour faire échec à la Chine. On peut discuter sur le point de savoir si l'Empire du Milieu vise ou non l'hégémonie mondiale mais sa stratégie agressivement dominatrice, telle que l'analysent Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard, est une réalité incontestable. Aujourd'hui destructrice des économies européennes, la politique monétaire chinoise sera sans doute accompagnée, dans les prochaines années, d'une politique militaire qui pourrait être redoutable pour les nombreux pays voisins de la Chine. Contre le groupe de pression pro-chinois, très puissant en France, il faut faire campagne



pour que les futurs responsables politiques de notre pays prennent conscience du danger et agissent sans plus tarder. Les propositions d'Antoine Brunet et de Jean-Paul Guichard sont à cet égard pertinentes et percutantes :

- il faudrait pouvoir dévaluer les monnaies occidentales contre le yuan ce qui suppose, en Europe, une autre conception de la politique monétaire. Pour le moment impossible, cette politique devra voir le jour après l'écroulement de la zone euro ;

- il faudra, contre le protectionnisme monétaire chinois, organiser la protection économique concertée des économies nationales menacées de destruction par l'offensive chinoise. D'où le projet de création d'une nouvelle Organisation mondiale du commerce, en rupture avec le dogme libre-échangiste de l'actuelle OMC et qui permettrait une organisation des échanges entre les pays libérés de la pression chinoise. Cette contre-offensive devrait avoir des conséquences importantes sur la situation sociale et politique à l'intérieur de la Chine.

Les réflexions des deux auteurs sur la montée en puissance diplomatique et militaire de la Chine et sur ses prétentions territoriales - en Sibérie, en Mongolie - et sur le début d'une colonisation de peuplement en Asie centrale confirment selon nous la nécessité de l'organisation politique de l'Europe continentale, impli-

quant une alliance étroite avec la Russie qui s'apercevra bientôt qu'elle est directement menacée par l'offensive chinoise, et avec la Turquie. Le quarteron d'intellectuels qui donnent dans l'hystérie antirusse et les journalistes qui vivent au temps de la guerre froide doivent être combattus plus durement que jamais ; les démagogues qui tentent d'exciter les Français contre la Turquie francophile au prétexte qu'elle est peuplée de musulmans doivent être renvoyés à leur inculture et à leurs bassesses électoralistes.

La tâche est immense mais le sentiment d'humiliation ressenti lorsque les européistes aux abois ont décidé de faire appel à l'aide chinoise va contribuer à développer la volonté de résistance, qu'il faut maintenir à l'écart des pulsions nationalistes. C'est à une défense économique et militaire du continent européen qu'il faut se préparer.

Sylvie FERNOY

📖 (1) Antoine Brunet & Jean-Paul Guichard - « *La visée hégémonique de la Chine, L'impérialisme économique* », L'Harmattan, 2011, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Cf. la revue DSI (Défense & Sécurité internationale), n° 15 hors série : « *Chine, le géant militaire du XXI^e siècle* », prix franco : 13 €. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Cf. Isabelle Attané - « *Au pays des enfants rares* », Fayard, 2011, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

NUMÉRO 1000 !

Mille numéros, cela mérite une courte rétrospective. Nous l'avons conçue en pensant aux lecteurs qui n'étaient pas nés lorsque le journal fut fondé et à ceux qui nous lisent depuis peu. Nos plus vieux fidèles estimeront que nous glissons trop vite sur des événements significatifs mais, comme nous, ils en retrouveront d'autres qu'ils avaient oubliés !

Nous avons vécu quarante ans d'une vie politique et intellectuelle marquée par d'immenses bouleversements : la mise en mort du gaullisme, l'épuisement du Parti communiste français, que nous avons annoncé, l'offensive ultra-libérale, l'effondrement de l'Union soviétique que nous souhaitions de toutes nos forces lorsque nous envisagions la fin de Yalta et la renaissance de la grande Europe... Nous avons beaucoup appris et beaucoup compris grâce à tous ceux qui, sans partager toutes nos convictions, nous ont fait part de leurs analyses, de leurs critiques et de leurs anticipations dont on trouvera dans ce numéro quelques exemples. Mais pour être complets, il nous fallait retenir certains des propos franchement malveillants qui nous furent adressés au fil du temps et que nous avons relus avec le sourire. C'est si loin...

Florilège de gracieusetés

La NAF : « Encore faudrait-il, pour qu'elle réussisse [sa tactique de minage de l'intérieur] à mieux dissimuler ce qu'elle implique de procédés frauduleux, de desseins ennemis et d'ambitions démesurées. »

Roger Joseph,
Le Matin Belge 1971

« La NAF-archie bat son plein dans nos milieux et de jeunes éphèbes politiques doublés d'un ramassis de nervis n'hésitent pas à utiliser des procédés fascistes (ou marxistes, c'est la même chose) pour f... une raclée à nos diffuseurs. »

Jean-Paul Schyer
Le National 1971

« L'orientation droitiste et militariste que prend l'organisation [la NAF] [...] Les faux-semblants de gauchisme n'étaient que démagogie et camouflage [...] La pratique conservatrice et bourgeoise réapparaît dans le mouvement. »

Patrice Bertin
Le Monde 1972

« LA CFDT qui considère comme « folklorique » le communiqué la concernant et la NAF tient à se démarquer totalement de cette organisation avec laquelle il n'est pas question de contacts. »

dans Liaisons Sociales 1972

« Cet aspect neuf, jeune, au-dessus des partis sclérosés de droite et de gauche, sert de sauce au bon vieux plat anti-communiste et anti-ouvrier.

Ces fils à papa, dont les effets sont aujourd'hui bien réduits ne doivent guère s'attendre à trouver dans leur verbiage un bouclier pour éviter les coups. Le traitement à réserver à la N.A.F. est le même que celui à donner aux autres groupes : les écraser dans l'œuf ».

Les Bandes armées du capital,
Documents rouges, n° 23-24.
Brochure éditée par la Ligue communiste, 1973.

[La NAF] Vieille prostituée donneuse de leçons de vertu [...] groupuscule extrémiste se réclamant d'un maurrassisme barricadier recuit dans le christianisme rance [...] une petite centrale de délation et de chantage »

Alain de Benoist,
maître-penseur
de la Nouvelle droite, 1974

« Là dessus, voici deux autres personnages non moins insipides mais non moins vides de cervelle [...] l'autre Bertrand Renouvin. »

Jean Fayard Le Figaro 1974

« Avec de telles dispositions pour le mensonge, M. Renouvin a évidemment toutes ses chances dans la compétition présidentielle. »

Pierre Pujo, directeur d'Aspects
de la France (Action française)
1974

« M. Renouvin qui promène sur le monde un sourire en saindoux, des joues en peau de miches et le regard éperdu de la sauce béchamel traquée par une fourchette à huître. »

ADG Minute 1975

« Bertrand Renouvin [...] un tâcheron de littérature et ignare en politique [...] voici le nouvel aristocrate new-look des années à venir ».

GR Libération 1975

« Je pense [...] que l'on peut être courageux et ne pas avoir envie de rencontrer M. Renouvin. On n'a pas forcément tous les courages et il y a des choses qui répugnent aux plus braves ».

Pierre Juhel, secrétaire général
de La Restauration nationale
(Action française), 1975

« [Bertrand Renouvin] ose substituer à l'esprit critique de l'AF une vision obtuse des choses qui, loin de toute sagesse, de toute raison, ne sert qu'appuyer un manichéisme absurde ».

Philippe Delhommel AFE
(Action française), mars 1975

« On ne peut pas demander à un puceau d'œuvres [Bertrand Renouvin] de faire preuve de fermeté de caractère. Mais là où c'est grave, c'est que lui et sa bande de scouts un peu rances se mettent illico à se refaire une virginité en tapant à tour de bras sur leur ancienne famille politique [...] La capitulation sur toute la ligne doublée d'une reptation frénétique devant tout ce qui dépasse le P.S.U. sur la gauche. On savait que les curés en connaissaient un rayon rapport à la course à gauche, mais les fils de curés alors ! bien pire ! [...] Le petit chacal Renouvin sous ses grands airs de politique au-dessus des partis [...] Continue

à faire le zouave, Renouvin, un de ces quatre tu vas finir par comprendre que tomber à gauche ça peut être autre chose qu'une situation de tout repos. »

Alternative
(revue d'extrême droite), 1975

« Écrasés par l'ombre de Maurras et complètement dépassés par les deux événements, ces deux intéressants spécialistes de la délation confidentielle et de la chasse aux sorcières ne semblent avoir retenu des méthodes et du style de l'AF que les pires éditoriaux publiés sous l'occupation allemande ».

Gilbert Comte – Revue
Éléments (Nouvelle droite) 1980

« Ce n'est pas en lisant Royaliste que je cherche à pimenter mes réflexions politiques. La gauche bon ton que vous exprimez n'est guère de nature à surprendre. Votre originalité est autre. Elle tient surtout, me semble-t-il, dans le fait que vos lectures restent éclectiques et qu'elles savent encore échapper au conformisme ambiant. Ah ces rubriques Idées ! Elles semblent si souvent à l'écart, comme si le reste de la publication devait s'enorgueillir d'être préservé de toute dimension intellectuelle. A croire que cet intitulé n'a été créé que pour mettre en garde le lecteur et le détourner de tout risque d'effort. »

Thierry Pfister, ancien
journaliste (Le Monde) puis
conseiller au cabinet de Pierre
Mauroy de 1981 à 1984.

Pour un impossible bilan intellectuel...

En charge de cette chronique *Idées* depuis les origines de notre journal, je mesure à quel point il est périlleux d'esquisser une sorte de bilan de l'évolution intellectuelle depuis quarante ans. Certes, on peut discerner quelques grandes lignes, avec des fractures, de nouvelles problématiques qui s'expliquent par l'évolution du temps. En presque un demi-siècle, il est vrai que nous avons changé de monde et qu'il est impossible d'analyser les réalités de ce début de vingt et unième siècle avec les instruments dont nous faisons usage pour comprendre la planète des *sixties*. Cela ne veut pas dire qu'il s'agit de jeter au rebut des auteurs *classiques* qui peuvent se trouver *dépassés* par une interprétation contingente de leur œuvre. C'est le cas de Marx, qui ayant perdu son caractère lénino-stalinien peut renaître sous une lumière originale et éclairante, celle d'un Michel Henry par exemple. Mais nous n'en sommes plus à la guerre Est - Ouest, nous n'en sommes même plus au changement de paradigme, heureusement imposé par la pensée antitotalitaire. Nous sommes sollicités par d'autres configurations historiques, d'autres problématiques liées aux profondes incertitudes d'aujourd'hui.

Un de mes scrupules vient aussi du foisonnement de la recherche dans des domaines si divers ! Impossible de rendre compte de tout ce qui a été produit en sciences humaines, en sociologie, en histoire, en science politique, en philosophie, voire en théologie. Et je serai bien en peine de faire une synthèse de mes centaines de chroniques, rendant compte de centaines de livres, dont certains furent des ouvrages clefs pour leur discipline. Pourtant, je me risquerai quand même à quelques remarques générales. Les origines de notre journal ont été profondément marquées par les retombées de 68, et l'influence considérable qu'exerça sur nous notre grand ami Maurice Clavel fut, en quelque sorte, fondatrice. Il est vrai que sa mort prématurée nous a un peu laissés orphelins, avec une sorte de rêve inabouti. Clavel aurait-il pu mener à son terme son gigantesque projet de révolution culturelle et spirituelle, pour un vrai basculement de civilisation ?

L'après Clavel se distingua par son prosaïsme, fort peu prophétique, dès lors que la radicalité post soixante-huitarde laissait une place béante à un retour à une philosophie politique assez classique, avec la redécouverte de Tocqueville et un ralliement assez général aux fondamentaux du libéralisme politique, mais aussi économique. Paradoxalement, comme l'a bien montré François Cusset, la radicalité critique passait outre-Atlantique où la *French theory* séduisait les campus et la militance féministe et homosexuelle, tandis qu'en France on s'alignait sur les

canons de la démocratie américaine. Je pris pleinement conscience de cette rupture, le jour où je rendis compte d'un essai très polémique de Tony Judt sur la pensée politique hexagonale, qui englobait Sartre et Mounier dans une même réprobation, pour fascination à l'égard du modèle totalitaire. J'eus à l'époque les réactions instantanées de Jean-Marie Domenach et Pierre Rosanvallon. Le premier était vivement blessé par l'attaque qui le touchait intimement dans sa fidélité au fondateur d'*Esprit*. Le second marquait son indifférence à l'égard d'une analyse dépassée, ses propres travaux (qui s'ajoutaient à beaucoup d'autres) établissant la preuve qu'on avait répudié une tradition jacobine et révolutionnaire qui de fait, avait fait le jeu communiste dans l'après-guerre.

Depuis lors, il semble que la philosophie politique ait trouvé en France un terrain d'accord assez général pour combiner ses oppositions, avec l'investigation de la démocratie, la référence aux droits de l'homme et la préférence à l'égard d'une mondialisation plus ou moins

tempérée par le fédéralisme européen et la recherche d'une régulation juridique. L'énorme bouleversement provoqué par une crise systémique pourrait bien remettre en cause ce dispositif qui n'en apparaît pas moins solide, ne serait-ce qu'à cause de la difficulté de lui en substituer un autre. Mais on est très loin d'avoir épuisé les énigmes anthropologiques sous-jacentes au régime inventé par les Grecs. Les travaux d'un Pierre Manent et d'un Marcel Gauchet révèlent que tout ne se résume pas aux philosophes du contrat social et que c'est l'ensemble de l'héritage historique qui doit être pris en compte pour entrer au cœur de la vie des cités. Les droits de l'homme, non seulement, ne déterminent pas simplement une ligne politique, ils ne forment pas, à eux seuls, une conception du monde. Tout au plus, et c'est leur vertu irremplaçable, constituent-ils une garde-fou pour protéger l'intégrité physique et morale des individus. Ils sont fondés et illustrés par des doctrines qui peuvent être d'inspiration contraire. Aussi bien s'aperçoit-on que des désaccords profonds pourront demain provoquer de véritables schismes dans l'espace démocratique.

Par exemple, l'incontestable influence d'un Pierre Bourdieu dépasse de très loin le domaine de la sociologie. L'analyse des faits sociaux est solidaire d'une philosophie plus ou moins explicite qui met en évidence des effets universels de domination, dont la résolution conduirait à une gigantesque mutation anthropologique dont on peut supputer les effets souvent redoutables. À moins qu'un pessimisme rédhibitoire n'empêche définitivement d'heureuses évolutions, les dominations ne faisant que se réinventer. Toujours est-il qu'un certain humanisme droit-de-l'homme pourrait cacher des déflagrations qui ne seront pas uniquement intellectuelles.

C'est pourquoi il m'est impossible de renier mon attachement originel à mon enracinement intellectuel qui dépasse les contingences temporelles et plus encore les modes. Sans doute y a-t-il toujours quelque chose à retenir des courants qui se succèdent, mais leur fragilité se révèle à l'épreuve de leur disparition, sitôt qu'une autre génération apparaît. Certaines œuvres peuvent survivre, certains noms s'imposer au-delà d'une célébrité consacrée à un instant dans les médias. Le secret pour le tâcheron qui s'attache à suivre et à comprendre, consiste à distinguer ce qui dure parce qu'il méritait de durer... Rendez-vous dans mille autres numéros. ■

par Gérard Leclerc



Campagnes et engagements

Au moment de rédiger cette chronologie des grands événements qui ont marqué la vie de notre journal, je m'aperçois qu'il est absolument impossible de la dissocier de celle de notre mouvement. Ce sera donc une chronologie commune que j'établirai. 40 ans d'existence ne se résument pas en deux pages aussi cette présentation sera obligatoirement sommaire et je renvoie aux collections du journal (en partie numérisées et disponibles sur internet (1)) pour plus ample information.

26 avril 1971 - Sous le titre de *La Nouvelle Action Française* paraît le numéro 1 d'un maigre bulletin de deux pages ronéoté. C'est le début d'une aventure qui 1000 numéros plus tard dure toujours...

Décembre 1971 - Le journal entame une vaste *Enquête sur la monarchie* qui s'étalera sur près d'un an et au cours de laquelle plus d'une trentaine de personnalités marquantes du monde politique ou intellectuel seront interrogées.

1971/1972 - Vigoureuse campagne contre le groupe *Nouvelle École* (nouvelle droite) d'Alain de Benoist, accusé par nous de « répandre, en ne les renouvelant que dans la forme, les motifs essentiels de l'idéologie nazie ».

Février 1974 (n° 146) - Premier dans la presse française, notre collaborateur Youri Alexandrov, sous le titre *Soljenitsyne, témoin accablant*, fait découvrir à nos lecteurs *L'Archipel du Goulag* pas encore traduit en français.

Il concluait sa présentation en écrivant : « *La sévérité des lignes écrites par Soljénitsyne nous fait redouter le pire quant à l'avenir de l'écrivain. (...) C'est un Soljénitsyne qui remet désormais en question le système tout entier. (...) On peut supposer sans risque de se tromper que les néostalinien ne daigneront plus supporter trop longtemps cet opposant téméraire. Soljénitsyne sait ce qui l'attend. Plus grand en est son courage.* »



Mai 1974 - Soutient et relaie la candidature de Bertrand Renouvin à l'élection

présidentielle. Cette candidature procure au journal et au mouvement une audience nouvelle.

Octobre 1974 - Le journal lance une campagne de soutien aux anciens Harkis pour faire reconnaître leurs droits. Lutte que nous accompagnerons étroitement jusqu'aux spectaculaires grèves de la faim de La Madeleine et de l'église Saint-Bernard et aux révoltes des camps de Bias et de Saint-Maurice-l'Ardoise en mai 1975.

Janvier 1975 - Organise à Rueil les premières *Journées royalistes* avec forums et débats et la participation de personnalités. Pendant plusieurs années ces *Journées* deviendront un temps fort de la vie de la NAR.

Septembre 1975 - Le journal change de titre et devient *NAF Hebdo*. Ce changement de titre marque un abandon progressif de la référence à l'Action française qui sera définitif avec un nouveau chan-

gement de titre pour *Royaliste* en février 1977.

Mars 1977 - Présente treize listes aux élections municipales à Paris ainsi qu'une liste à Nice.

Mars 1978 - Présente huit candidats aux élections législatives à Angers, Lille, Lyon, Nancy, Nantes, Nice, Rouen et Versailles.



Octobre 1978 - Le mouvement change son nom pour devenir *Nouvelle Action Royaliste*.

Avril 1979 - Nous accompagnons la parution des *Mémoires d'exil et de combats* du Comte de Paris et participons aux nombreux débats qu'elles ont suscités et qui seront prolongés l'année suivante avec une série d'émissions télévisées pour lesquelles nous ferons paraître un numéro spécial.



Mai 1981 – Appelle à voter François Mitterrand pour l'élection présidentielle.

1982 – Fonde les *Clubs Nouvelle Citoyenneté* ouverts à des personnalités politiques d'origine diverses.

Mars 1983 – S'associe au *Mouvement des démocrates* (Jobertistes) pour présenter des listes « *Paris pour tous* » aux élections municipales à Paris.

Mars 1986 – Présente une liste aux élections législatives dans le Maine-et-Loire.

Juin 1986 – S'associe à l'appel de la *Ligue des droits de l'homme* contre le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.



Octobre 1986 – Adhère au collectif contre la réforme du code de la nationalité.

1987 – Organise, accompagne ou soutient les déplacements du comte de Paris lors des cérémonies organisées pour le Millénaire capétien et contribue à l'organisation du rassemblement d'Amboise.

1988 – Appelle à voter pour François Mitterrand pour l'élection présidentielle.

Novembre 1988 – Appelle à voter *Oui* au référendum sur la Nouvelle Calédonie.

Novembre 1988 – Pour préparer le bicentenaire de la Révolution organisation d'un colloque « *Célébrer 1789* » avec la participation de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé, Gilles Manceron, Lucien Sfez et Pierre Miquel.

Avril 1989 – Organise sous le couvert de sa revue *Cité*, une Journée d'hommage à Maurice Clavel pour le 10^e anniversaire de sa mort, rassemblant la plupart de ceux qui avaient partagé ses combats

Novembre 1989 – Adhère au collectif « *89 pour l'égalité* » qui préconise l'octroi de vote aux émigrés pour les élections locales.

Avril 1991 – Accepte d'adhérer à *France-Unie* (regroupement de la majorité présidentielle dirigé par Jean-Pierre Soisson) que l'on quittera huit mois plus tard en faisant un constat de carence de cette organisation.

Septembre 1992 – Appelle à voter *Oui* au référendum sur Maastricht.

Mars 1993 – Élections législatives – Préconise un vote négatif : contre l'*Entente des écologistes* et contre le *Front National*. Présente une candidature « symbolique » en Vendée dans la circonscription de Philippe de Villiers.

Mai 1995 – Refus de choisir entre Chirac et Jospin au deuxième tour de l'élection présidentielle et préconise le vote blanc.

Mars 1999 – Condamne la guerre d'agression contre la Yougoslavie menée sous le couvert de l'Otan.

Décembre 1999 – A l'occasion de son décès le journal rend hommage au comte de Paris qui a incarné pendant près de 60 ans l'espoir des royalistes français.



Septembre 2000 – Fait campagne pour le Non au quinquennat.



Novembre 2001 – Bertrand Renouvin et Sylvie Ferno publient un livre prémonitoire *Le krach de l'euro*.

Le journal condamne l'envoi de soldats français en Afghanistan pour « *pour jouer les supplétifs dans une opération punitive, désastreuse pour le peuple afghan* ».

2002 – Engagement actif dans la campagne de Jean-Pierre Chevènement pour l'élection présidentielle. Deux membres du Comité directeur siègent dans les organismes dirigeant le Pôle républicain. Nous rompons avec cette organisation au lendemain du 2^e tour lorsque Chevènement recherche un accord avec le PS pour les législatives.



Mars 2004 – Participe et contribue aux manifestations qui marquent le 60^e anniversaire du Programme du Conseil national de la Résistance

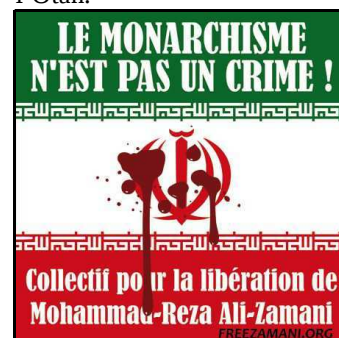
Mai 2005 – Campagne pour le Non au référendum sur le Traité constitutionnel « *méli-mélo conceptuel, agrémenté de bricolages idéologiques* ».

2006 – Participation aux manifestations contre le CPE (Contrat de première embauche).

Mai 2007 – Appelle « avec regret » à voter blanc lors de l'élection présidentielle au premier comme au deuxième tour.

Novembre 2007 – Mène campagne pour exiger que le Traité de Lisbonne (deuxième mouture du Traité constitutionnel rejeté par les Français) soit soumis à référendum et non au vote des seuls parlementaires.

2008 – Campagne contre la réintégration de la France dans l'Otan.



Novembre 2009 – S'associe aux manifestations organisées pour protester contre la répression en Iran et en particulier la condamnation à mort de plusieurs militants monarchistes.

Octobre 2010 - Participe aux manifestations contre le projet de réforme des retraites.

Avril 2011 - Célèbre son 40^e anniversaire en organisant une réception sur une péniche et en publiant un numéro spécial rassemblant les témoignages de 40 personnalités appelées à donner leur sentiment sur la NAR et son journal. ■

(1) <http://archivesroyalistes.fr>

Analyses et anticipations

Plus de 450 entretiens publiés au fil de ces mille numéros. La liste des personnalités publiées, de toutes disciplines et opinions, est trop longue pour être reproduite. Pour évoquer la richesse des entretiens accordés à notre journal, souvent décisifs pour notre propre réflexion, nous avons seulement retenu – choix douloureux – treize citations particulièrement exemplaires dans l'espoir de reprendre sous forme de livre des entretiens nombreux et complets.

« Le problème politique, c'est celui des libertés, c'est-à-dire celui de donner droit à toute liberté dans son rapport à toutes les autres. Celui, par conséquent, de la garantie de ce droit. La nature du politique, c'est donc d'établir des droits, c'est-à-dire une justice politique, pour que la liberté puisse s'exercer en société. Il en résulte plusieurs conséquences. En particulier le fait que cette justice n'est pas la fin mais le moyen de la société. Il en résulte aussi que la politique est première au regard de la justice distributive par exemple et, enfin, que le pouvoir peut disparaître, soit par faiblesse, soit dans la violence. Le pouvoir doit en effet rester une force employée à la justice et, quand il se perd dans la violence ou dans la faiblesse, il disparaît. Ce qui signifie que le pouvoir contredit la violence pour être la résolution pratique de l'antinomie entre la force et la liberté. »

Claude Bruaire
Royaliste, n° 75 – 4 octobre 1972

« C'est précisément parce qu'il [le développement] est constamment menacé que j'ai, avec insistance, marqué la différence profonde entre croissance et développement et répété que les objectifs de l'enrichissement sans réserve conduisent inévitablement à une détérioration de l'être humain. Le scandale du monde divisé entre zones de faim et zones de luxe finit par

être admis sans discussion. L'obsession de la chose marchande se substitue à l'aspiration au dépassement et à la curiosité des réalisations invisibles. Le vocabulaire dénonce par lui-même la dégradation des mobiles et des objectifs. On dit société de consommation, on demande si telle nation « s'est bien vendue » ou si tel individu « se vend bien ». Ce vocabulaire, dans la mesure où il est accepté, signale un système ennemi des valeurs humaines, appréhendées par toutes les philosophies et toutes les religions. »

François Perroux,
Royaliste n° 360, 20 mai 1982

« Au sein de la gauche française, on doit encore distinguer un élément psychologique particulier. C'est la réaction de dirigeants qui se sont voulus « réalistes » par rejet du maximalisme et même de la démagogie qui avaient été le propre d'une certaine gauche avant Mai 81. Mais à force de vouloir coller à la réalité, on se laisse écraser par elle et on devient conservateur. »

André Grjebine,
Royaliste n° 403, 25 avril 1984

« Il y aura donc d'une part le monopole et de l'autre les chaînes privées. Le monopole se transformera un peu mais pas beaucoup à cause des pesanteurs et pas forcément dans les meilleures directions. Il

cherchera peut-être à faire des programmes très accrocheurs en se rapprochant du secteur privé. Mais cela ne se traduira pas par une élévation de la qualité. En gros, les téléspectateurs seront un peu plus cultivés. Les programmes iront dans le sens d'une extension de la culture de la classe moyenne, il en résultera une indifférenciation et une accentuation du conformisme social qui est une des caractéristiques les plus oppressantes de notre société. »

Frédéric Mitterrand,
Royaliste n° 420, 6 février 1985

« Le grand mérite de Juan Carlos a été de faire sortir la polémique entre république et monarchie du champ des préoccupations politiques. Les Espagnols ne se posent plus la question aujourd'hui. Mon titre aurait en Espagne un sens trop restrictif : la Couronne est un lien entre tous les Espagnols, qu'ils soient Catalans, Castillans ou Basques. Ce que j'ai voulu dire, c'est que Juan Carlos est beaucoup plus le roi de la Gauche que le roi de la Droite ! Les seuls républicains, en Espagne, ce sont les ultra-franquistes ! Les communistes, même lorsqu'ils ne vont pas jusqu'à se dire royalistes de cœur, sont « juancarlistes » à tous les coups. »

Philippe Nourry,
Royaliste n° 453, 2 juillet 1986

« L'état de grande pauvreté est une situation qui met les individus à part. C'est un état de rupture par rapport à l'ensemble des citoyens, et cette rupture est globale : on ne peut plus payer ses factures d'électricité, on n'a pas de travail, les enfants ne parviennent pas à suivre une scolarité normale, ils mangent mal et ne dorment pas suffisamment, d'où une fatigue permanente. La grande pauvreté est un état en soi, et ceux qui se trouvent dans cette situation ne savent par quel « bout » la prendre pour en sortir. Ils sont sans travail, menacés d'être expulsés de leur logement, leurs repas ne sont pas assurés, ce qui crée

une relation très particulière et très difficile entre ces personnes ou ces familles et leur environnement social. Il y a les démarches auprès des services sociaux, les dettes contractées auprès des voisins et que l'on ne peut pas rembourser ».

Père Joseph Wresinski,
Royaliste n° 467, 18 mars 1987

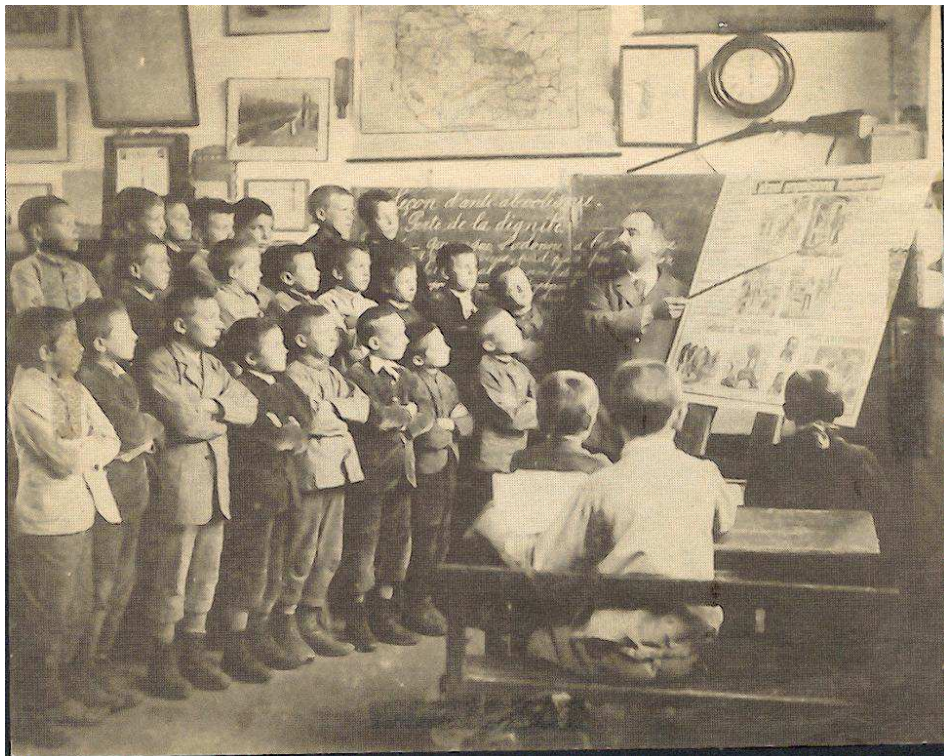
« La première erreur est d'avoir laissé se développer à partir de 1983 un « capitalisme rentier public » tourné vers la spéculation. La seconde erreur, sera l'énorme bévue de Pierre Bérégovoy, qui s'est lancé dans une politique de dérégulation financière et d'expansion des marchés. Sous le gouvernement Mauroy-Delors, l'austérité reste un moyen temporaire. Tandis qu'avec le gouvernement Fabius-Bérégovoy, on voit, sous l'égide d'un gouvernement se réclamant du socialisme, le libéralisme triompher en matière financière ! On entre alors dans un cercle vicieux qui sera – pour simplifier – la relation entre les salaires et la Bourse. En effet, il y a une relation économétrique inverse, constatée dans tous les pays, entre le taux de croissance moyen du cours des actions en Bourse et le taux de croissance moyen des revenus du travail. Cette relation s'installe aux États-Unis à partir de 1981, et en France, dès 1985. Ce que l'on va appeler politique de rigueur salariale reste avant tout destinée à dégager des ressources pour la spéculation financière. Il s'agit là d'une lourde erreur qui n'était même pas impliquée par la politique de gestion initiale et, fait plus étonnant encore, ce libéralisme financier est accepté quasiment sans débat à l'intérieur du Parti socialiste ».

Alain Parguez,
Royaliste n° 491, 14 avril 1988

« Les bouleversements que j'analyse concernent le clivage gauche – droite, qui s'est effondré partout. Deux facteurs fondaient cette division classique : le facteur religieux qui structurait la droite et, d'autre part, une idée quasi religieuse de la classe ouvrière qui marquait la gauche. Or la puissance sociale de l'Église est en train de disparaître et l'effondrement de la classe ouvrière détruit les références de la gauche. D'où la fin de la polarité gaullistes-communistes au centre, de même que la polarité droite catholique-socialisme à la périphérie ».

Emmanuel Todd,
Royaliste n° 497, 8 juillet 1988

« La construction européenne compromet la démocratie de deux manières : - elle la compromet dans le principe parce que l'histoire prouve qu'il n'y a eu de naissance de la démocratie que dans les nations qui s'éprouvaient fortement comme telles. (...) - elle la compromet aussi dans la pratique. En fait, la démocratie implique que les citoyens se prononcent sur les règles qui les intéressent, par les



■ *Nous sommes toujours à l'écoute des bons maîtres...*

représentants qu'ils ont choisis. Ce qui justifie la compétence du Parlement, c'est d'abord l'élection de ses membres, c'est ensuite un débat, un vote, et la publicité de la motivation. Dans la Communauté européenne, les règles pleuvent, venant d'un aréopage bruxellois dans lequel les fonctionnaires ont fait serment de se détacher de leurs préoccupations nationales dans le meilleur des cas, au Conseil des ministres où il y a des représentants des nations, on tranche sans débat, sans contradiction, d'une manière qui, dans notre pays, ferait hurler les gens. Le transfert des compétences nationales à la Communauté, c'est ou bien le transfert d'une responsabilité des élus à des fonctionnaires, ou bien le transfert d'Assemblées délibérant publiquement à des hommes délibérant individuellement. Dans les deux cas la démocratie est atteinte et c'est pour cela que je crois que la voie choisie est mauvaise ».

Léo Hamon,
Royaliste n° 577, 6 avril 1992

« Il faut parler d'une construction de l'événement par les techniques de la communication et de la médiatisation. La figure politique est fabriquée, elle doit pour une part son existence aux techniques de la communication et des médias, et l'événement est lui aussi fabriqué. Une efficacité technique croissante permet de faire de l'événement ce que l'on veut qu'il soit, avec une crédibilité d'autant plus grande qu'on nous montre des images-preuves ».

Georges Balandier,
Royaliste n° 602, 31 mai 1993

« Quand on enseigne Homère, on enseigne la première oeuvre écrite de notre civilisation : ce n'est pas une oeuvre de langue française, mais elle nous appartient, elle est notre patrimoine au sens propre - ce qui a été légué par nos pères. J'observe que le refus de ce patrimoine est commun à la droite et à la gauche, qu'il y a alliance objective entre les gestionnaires et les idéologues. Cette alliance montre que la destruction de l'institution scolaire ne relève pas de la fatalité mais qu'il est l'effet d'une action délibérée. »

Natacha Polony,
Royaliste n° 866 3 – 16 octobre 2005

« L'euro pose problème parce que nous avons des économies divergentes : la croissance industrielle est forte en Allemagne, faible en Italie et en France ; la prospérité de l'Espagne repose quant à elle sur l'immobilier et les services. Il est impossible de faire une politique monétaire commune dans ces conditions. »

Jean-Luc Gréau,
Royaliste n° 907 25 juin 2007

« Il faudra découper la zone euro : plusieurs pays pourront sans doute garder une monnaie unique, mais les autres auront à adopter une monnaie commune ce qui leur permettra de modifier leurs taux de change en fonction de la conjoncture. Si nous n'adoptons pas cette solution, nous irons à une crise majeure qui emportera l'ensemble du système. Dans quelques mois ou dans quelques années, un pays (peut-être l'Italie) sortira brutalement de la zone euro et le système éclatera dans les semaines qui suivront. »

Jacques Sapir,
Royaliste n° 882, 15 mai 2006

Hommage

Arnaud et Michel



En revoyant le film de notre histoire, le souvenir d'Arnaud Fabre et de Michel Giraud s'impose évidemment. L'un et l'autre ont été dans la première partie du parcours de notre journal les grands artisans de son dynamisme et de sa cohérence.

Leurs tempéraments étaient très différents, parfois à l'opposé. Autant Arnaud pouvait être impulsif, autant Michel était modéré, à moins qu'ulcéré par une injustice il ne finisse par sortir de ses gonds. Outre leur engagement total au service de notre cause politique, ils avaient en commun leur goût pour la culture sérieuse. Infatigables lecteurs, ils pratiquaient autant les *classiques* que les modernes, passionnés par les investigations sociologiques qui ouvraient à d'autres possibilités de vivre la société moderne, au-delà des impasses technocratiques.

Arnaud, historien de formation, connaissait tous les grands auteurs qui avaient renouvelé la discipline et l'avaient amené, selon son expression, à un véritable *âge d'or*. Michel, s'était spécialisé dans les dernières années de sa vie dans les problèmes de l'urbanisme, car il estimait qu'avec l'éducation il s'agissait d'un domaine essentiel pour la vie commune et le progrès social. Il avait formé un groupe de travail afin de

réfléchir plus avant. L'État devait d'ailleurs ratifier ce souci, en créant un ministère de la Ville, qui n'a d'ailleurs pas envisagé les difficultés avec l'ampleur de perspectives voulue par Michel.

L'un et l'autre étaient des grands travailleurs, sacrifiant allègrement tous leurs loisirs pour relire la copie, relancer les rédacteurs, imaginer d'autres sujets, interroger des personnalités proches ou éloignées. Leur référence intellectuelle ne bridait jamais leur liberté qui était totale et leur permettait de prendre leurs distances avec préjugés et conformismes. Nous les avons perdus prématurément. Arnaud, qui n'avait plus que sa mère, trouvait dans notre mouvement une famille chaleureuse et parfois agitée. Michel, qui s'était marié, a eu le temps de transmettre ses convictions à ses fils. C'est pour nous l'occasion de les saluer avec leur maman, Béatrice Giraud, qui a su poursuivre la trajectoire de son mari.

Gérard LECLERC

Le journal

Bribes d'Histoire

C'est dans l'atelier d'un artisan imprimeur du 18^e arrondissement, éditeur de poésie, qu'a commencé l'aventure de la fabrication du journal en 1971.

Là, dans cet atelier, notre camarade Aude frappait avec deux doigts sur une antique machine à composer les textes de nos premiers numéros. Et c'est sur un curieux papier cartonné, récupéré on ne sait où, qu'ils furent imprimés avec pour illustration une photo complètement noire sensée représenter l'assistance de notre première réunion publique. L'expérience de cette fabrication militante n'ayant pas été concluante nous la confiâmes dès le 5^e numéro à un imprimeur professionnel.

Ce fut chez « *monsieur Nicolas* » un ancien communiste roumain qui avait monté en 1968 Abexpress, une petite imprimerie militante d'extrême gauche et qui accueillit cordialement les militants royalistes que nous étions. Mais en 1972, *Nicolas*, talonné par les créanciers, se voit contraint de vendre et ce sont les trotskistes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS) qui rachètent Abexpress et sa clientèle. Et c'est ainsi que pendant encore trois ans notre journal fut imprimé par les trotskistes...

Longtemps composé au plomb sur linotype et imprimé sur une presse typographique, il fallut attendre 1980 qu'un militant s'établît comme artisan typographe et fit l'acquisition d'une composphère pour que le journal passe à l'impression offset. C'est au même moment que nous fîmes l'acquisition d'un micro-ordina-

teur (1) – chose rare à l'époque – pour informatiser l'administration et la gestion des abonnés.

Depuis ces débuts héroïques notre journal a connu bien des transformations matérielles. Hebdomadaire sur huit pages petit format au début, il s'agrandit avec le numéro 50, augmenta son nombre de pages et devint bimensuel en 1975, fut pendant assez longtemps distribué dans les kiosques - expérience arrêtée pour des raisons financières - changea de nom pour s'appeler *Royaliste* en 1977 et s'accompagne d'une version numérique depuis 2005, également date depuis laquelle l'ensemble de la fabrication est réalisé en interne.

Royaliste c'est aussi une équipe rédactionnelle qui rassemble chaque année plus d'une trentaine de rédacteurs, tous bénévoles, extrêmement divers : journalistes professionnels, hauts fonctionnaires, enseignants, magistrats, chercheurs, historiens, chefs d'entreprise... Au total, depuis notre fondation ce sont près de 600 rédacteurs différents qui ont collaboré à notre journal. A cela il faut ajouter les 460 personnes auxquelles nous avons ouvert nos colonnes sous forme d'entretiens.

Yvan AUMONT

(1) Un Commodore 8096, sans disque dur avec deux lecteurs de disquettes souples et dont nous avons assuré la programmation en basic faute de logiciel adapté.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 16 novembre** - De livre en livre, nous avons suivi **Emmanuel TODD** dans la construction de son œuvre et voici qu'il publie le premier tome d'un ouvrage capital, fruit de quarante ans de travail sur les structures familiales et d'une enquête menée depuis plus de vingt ans sur « **L'origine des systèmes familiaux** ». Cette impressionnante recherche nous conduit en Chine, au Japon, en Inde, en Asie du Sud-Est, au Moyen Orient et en Europe.

Elle permet d'identifier une forme originelle, commune à toute l'humanité : la famille nucléaire qui a été conservée en Europe et qui lui a permis pendant une brève période d'être à la pointe du développement alors qu'elle n'a inventé ni l'agriculture, ni l'élevage, ni la ville, ni le commerce, ni l'écriture, ni l'arithmétique.

Le travail d'Emmanuel Todd est un adieu au structuralisme de Lévi-Strauss, au terme d'un voyage dans l'histoire et dans la géographie qu'éclaire la science des cartes. C'est ainsi que « *au plus profond des temps historiques, nous allons simplement retrouver le présent* ».

● **Mercredi 23 novembre** - Directeur de recherches au CNRS, spécialiste des pays arabes du Moyen Orient, **Pierre-Jean LUIZARD** est notamment l'auteur d'un ouvrage de référence sur la question irakienne et d'un livre sur les laïcités autoritaires en terre d'islam qu'il nous avait successivement présentés.

Il revient parmi nous pour exposer les grandes lignes

d'un ouvrage qu'il a dirigé et qui nous permettra de mieux comprendre les révoltes et les révolutions qui secouent ou déchirent maints pays arabes. Vingt-six chercheurs ont contribué à cette réflexion approfondie sur les « sociétés civiles » musulmanes, arabes, turque, iranienne et sur les rapports complexes qu'elles entretiennent avec le politique, avec l'État, les ONG...

Ayant enrichi nos connaissances sur les sociétés étudiées, nous serons en mesure de mieux apprécier, grâce aux explications de Pierre-Jean Luizard, « **Les chances de la démocratie dans les pays musulmans** » et les risques auxquels ils sont confrontés.

● **Mercredi 30 novembre** - Chef du service Diabétologie à La Pitié-Salpêtrière, le professeur **André GRIMALDI** est, avec le professeur Olivier Lyon-Caen et d'autres spécialistes de la santé, l'auteur d'un « **Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire** » qui a été signé par plus de cent médecins et personnalités.

La raison de cette mobilisation ? La destruction progressive de notre système de santé par les décisions ultra-libérales mises en œuvre depuis une décennie : le service public hospitalier est remis en cause, le financement des soins courants est en voie de privatisation, la médecine de ville est sinistrée.

Les auteurs du manifeste montrent que le « trou de la Sécu » est un mythe et qu'une autre politique est possible, selon des principes qui assureront l'accès de tous à des soins de qualité. Avec le professeur Grimaldi, ils veulent faire de la santé un enjeu du débat électoral : il est important de s'informer pour y participer en toute connaissance de cause.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 27 novembre** prochain.

Les membres du Conseil

recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, " **La spéculation financière** " et, d'autre part, " **Le statut de l'étranger en France** ".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Notre souci politique

De nos mille numéros, que peut-on retenir d'essentiel ? Une critique engagée de l'actualité telle que la comprend notre « intellectuel collectif » : inscription de l'événement national et international dans la dynamique de l'Histoire, volonté de participer à la vie politique et de contribuer à la mise en œuvre du projet national sans rien céder sur nos principes.

Ces principes, nous les avons peu à peu reconnus au fil d'intenses discussions qui se poursuivent et qui nous ont permis de donner corps à un ensemble de fidélités et d'engagements, ordonnés dans le souci de la raison politique.

Amour discret mais fervent de la patrie, qui se passe de commentaire et qui nous unit à tous les autres Français, présents ou en devenir.

Volonté de servir la République, classiquement conçue comme bien commun, qui a pris dans la nation française la forme concrète d'un État de droit fondé sur la Déclaration de 1789 et sur les Préambules de 1946 et 1958.

Fidélité aux Bourbons-Orléans, héritiers de la tradition capétienne - sans que celle-ci soit mythifiée. Nous tenons à examiner le passé en toute rigueur, grâce aux lumières apportées par des historiens de toutes opinions.

Quant à la tradition royaliste, nous ne saurions l'exprimer tout entière. Nous sommes reliés au monarchisme libéral - aux monarchiens et monarchistes constitutionnels qui ont voulu en 1789 le Roi et la Révolution et qui ont établi, après le retour de la monarchie en 1814 et la révolution de 1830, le régime parlementaire.

Nous sommes reliés aux royalistes inspirés par le christianisme social, qui contribuèrent à poser les fondements du système français de protection sociale.

Parmi tant d'autres Français, nous sommes fidèles au général de Gaulle, à la Résistance, au programme du Conseil national de la Résistance - aux révolutions réussies de 1944 et de 1958.



Dans le domaine des institutions, cela signifie que nous défendons la Constitution de la V^e République contre les nostalgiques du régime d'Assemblée et contre les autocrates - avec la volonté, qui nous est propre, de transformer la monarchie élective en monarchie royale pour équilibrer le régime parlementaire et mieux garantir la démocratie.

Au-delà de la question du régime politique, nous voulons repenser le Politique en tant que tel dans son autonomie et selon ses limites - enjeu crucial à une époque où la finance domine l'économie et où les ultra-libéraux tentent de substituer une « gouvernance économique » au gouvernement politique qui est la condition première de la justice sociale et de la liberté.

C'est la Liberté qui a inspiré notre combat contre le totalitarisme à l'époque du maoïsme triomphant, notre engagement aux côtés des dissidents de l'Est européen, notre hostilité à la dictature exercée par le Parti communiste chinois qui fait aujourd'hui l'objet, à droite et parfois à gauche, d'une coupable tolérance. C'est pour la Liberté que nous combattons l'ultra-libéralisme qui impose ses recettes d'appauvrissement généralisé, ses techniques d'exploitation et de destruction de la personne humaine, son entreprise de dévaluation de toutes les valeurs.

C'est le souci primordial de la justice qui nous fait refuser la destruction du système français de protection sociale, et participer aux luttes de classes pour qu'il soit développé dans le proche avenir.

En opposition frontale à la pensée dominante, nous n'avons cessé d'affirmer la nécessité de la nation. Nous la définissons, selon la tradition française, comme la réalisation d'un projet historique grâce à la construction progressive d'un État de droit. Ce qui implique le rejet du nationalisme, qui se fonde sur une introuvable ethnicité. Pour nous, la nation est la condition première de la démocratie et l'élément constitutif de l'Europe qui se détruirait si, par pure hypothèse, des oligarques réussissaient son intégration fusionnelle. C'est pourquoi nous avons repris le projet d'une confédération des États nationaux de notre continent.

C'est dire que notre journal, toujours attentif à l'actualité, se situe dans le temps long de l'Histoire. Cette œuvre collective sera reprise, critiquée, enrichie par nous et par d'autres que nous. De l'aventure commencée voici quarante ans, nous connaissons le sens mais pas l'aboutissement. Comme toujours en France, c'est la Liberté qui guide nos pas.

Bertrand RENOUVIN